

Point de Presse du Conseil d'Etat

27 novembre 2013

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Remplacement d'un conseiller national élu au Conseil d'Etat	4
Pour un meilleur soutien au courant d'origine renouvelable	4
Genève	5
Adoption du budget 2014 des TPG	5
Mobilité douce : adoption du règlement d'exécution	6
Usage des avertisseurs à deux sons pour les véhicules prioritaires	6
Quatre cents logements en perspective aux Eaux-Vives	7
CEVA : renforcement des contrôles des chantiers	8
Extension de l'Observatoire de Genève à Sauverny	8
Protection de la nature : mise à ban temporaire d'emplacements dignes d'intérêt	9
Adoption du plan régional d'évacuation des eaux du secteur Aire-Drize	9
Mise en œuvre du nouveau système d'information du revenu déterminant unifié	10
Financement de la caisse de pension des Services industriels de Genève	10
Nouvelle plateforme d'échange de données pour le versement des subsides d'assurance-maladie aux assureurs	11
Aide financière au Centre d'art contemporain	11
Curling : soutien à Benoît Schwarz, sportif genevois qualifié pour les Jeux olympiques de Sochi 2014 ...	12
Changements de conseillers et conseillères municipaux	12
Parkings-relais (P+R) : aboutissement d'un référendum cantonal	13
Vernier : aboutissement d'une initiative communale	13
Validation des résultats du second tour de l'élection au Conseil d'Etat du 10 novembre 2013	14
Entrée en vigueur de lois	15
Agenda des invitations à la presse	17

Remplacement d'un conseiller national élu au Conseil d'Etat

Suite à l'élection de M. Mauro Poggia au gouvernement genevois le 10 novembre dernier, le Conseil d'Etat a procédé à son remplacement en qualité de députés au Conseil national.

M. Roger Golay est ainsi proclamé élu sans scrutin en vertu de l'article 55 de la [loi fédérale sur les droits politiques](#).

Cette proclamation survient après celles de Mme Anne Mahrer et de M. Guillaume Barazzone en remplacement respectivement de MM. Antonio Hodgers et Luc Barthassat (voir [point de presse du 20 novembre 2013](#)).

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Pour un meilleur soutien au courant d'origine renouvelable

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative à une révision de l'ordonnance sur l'énergie. Cette révision doit mettre en œuvre l'initiative parlementaire « Libérer les investissements dans le renouvelable sans pénaliser les gros consommateurs », adoptée par le parlement en juin dernier.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat relève que la Confédération ne renforce pas le soutien aux investissements dans le renouvelable. Dans ces conditions, la mise en œuvre des allègements financiers pour les grands consommateurs d'électricité se ferait au détriment du développement de la production d'électricité d'origine renouvelable.

Le Conseil d'Etat souhaite qu'un développement continu des énergies renouvelables soit garanti. Ainsi, il invite le Conseil fédéral à augmenter le supplément destiné à financer la production d'électricité d'origine renouvelable afin de permettre, notamment, de débloquer des projets actuellement sur liste d'attente.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.

Adoption du budget 2014 des TPG

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport relatif au budget de fonctionnement et d'investissements 2014 des Transports publics genevois (TPG). Ce rapport correspond à la quatrième et dernière année du [contrat de prestations 2011-2014, adopté par le Grand Conseil le 2 décembre 2010](#). Le gouvernement genevois a cependant demandé aux TPG que le budget soit corrigé pour que la reconsidération attendue des avantages accordés à leur personnel retraité soit prise en compte, ainsi que l'entreprise s'y était engagée. Cette attente s'inscrit dans une uniformisation plus globale entre les principaux établissements publics autonomes et l'Etat.

Le budget 2014 des TPG reflète une augmentation de l'offre de 2% par rapport à 2013. Cette offre supplémentaire se concentrera essentiellement sur le prolongement de la ligne de tramway 18 de Bel-Air jusqu'à Carouge, avec pour corollaire la suppression de la ligne 27. En outre, la ligne 61 entre Annemasse et Cornavin est confirmée sur toute l'année 2014 et les lignes de campagne K et L seront prolongées du Petit-Lancy au stade de Genève via Lancy-Pont-Rouge.

Par ailleurs, le maintien des renforts des lignes E et G après la fin des travaux de la tranchée couverte de Vésenaz est également prévu, alors que la ligne 57 sera optimisée avec un itinéraire permettant un accès facilité à l'aéroport depuis Meyrin et Vernier. Enfin, l'année 2014 verra également l'arrivée de nouveaux trolleybus articulés pour remplacer les plus anciens de la flotte actuelle.

Le budget 2014 prévoit un total de produits d'exploitation de 422,645 millions de francs, pour un total de charges d'exploitation de 413,001 millions de francs.

Alors que la tarification reste inchangée par rapport à 2013, les TPG prévoient des recettes de transports de la communauté Unireso supérieures à celles du budget 2013 (+ 4,7%). La tendance d'une augmentation du nombre d'abonnements annuels (+ 11%) et mensuels (+ 8,2%) vendus constatée ces dernières années se confirme dans les estimations 2014 par rapport au budget 2013 et les TPG projettent une reprise de la vente des billets.

Outre une moindre progression de l'augmentation de subvention, en raison des contraintes budgétaires de l'Etat, les TPG assumeront en 2014 différentes charges financières non prévues initialement au contrat de prestations, principalement les conséquences de l'application de la nouvelle loi fédérale sur les organes de sécurité des entreprises de transports publics (LOST) et de l'augmentation légale du taux des allocations familiales. De même, le coût employeur annuel lié à l'assainissement de la caisse de prévoyance du personnel des TPG est à la charge exclusive de l'opérateur, compensé par des gains d'efficience.

Compte tenu du résultat financier, qui représente une charge nette de 15,278 millions de francs, inférieure à celle de 2013, les TPG prévoient à ce stade, sur la base du budget déposé, une perte consolidée de 5,634 millions de francs, montant qui devra être absorbé par le fonds de réserve des TPG.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIME, ☎ 022 327 96 05.

Mobilité douce : adoption du règlement d'exécution

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'exécution de la [loi sur la mobilité douce](#).

La loi sur la mobilité douce est entrée en vigueur le 30 août 2011, suite à l'acceptation par le peuple, le 15 mai 2011, de l'initiative 144 « Pour la mobilité douce ».

Ce règlement d'exécution précise les modalités techniques et financières et l'organisation interne de la mise en œuvre de la loi. Il permet d'affiner la planification en introduisant un nouvel instrument de planification, le plan d'actions.

La loi prévoit par ailleurs l'établissement d'un [plan directeur cantonal du réseau de la mobilité douce](#), lequel a été voté par le Grand Conseil en janvier 2013, ainsi que sa révision périodique. Elle préconise également la réalisation par étapes d'une offre de base d'aménagements sécurisants pour la mobilité douce dans un délai de huit ans après l'adoption de ce premier plan directeur.

Pour toute information complémentaire : Mme Claudia Heberlein, cheffe de projets mobilité douce, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 92.

Usage des avertisseurs à deux sons pour les véhicules prioritaires

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de la Fédération cantonale genevoise des ambulanciers (FCGA) suite à une motion déposée au Conseil national et à une question urgente écrite déposée au Grand Conseil relatives aux nuisances causées, notamment durant la nuit, par les sirènes (avertisseurs à deux sons alternés) dont sont équipés les véhicules d'urgence prioritaires.

Dans sa réponse à la FCGA, le gouvernement cantonal précise que :

- seuls les véhicules actuellement prévus par la loi et, prochainement les véhicules de police, sont autorisés à utiliser les voies de bus ;
- la couleur des véhicules d'urgence n'est réglée par aucune loi, mais que le jaune est vivement conseillé afin de renforcer l'identification et la visibilité du véhicule de jour ;
- la centrale 144 est attentive à respecter scrupuleusement les niveaux de priorité et à n'engager les véhicules avec signaux prioritaires enclenchés que lors de cas d'urgence avec probabilité d'une atteinte des fonctions vitales ;

- enfin, l'équipement des véhicules de feux bleus et d'avertisseurs deux sons alternés n'étant pas du ressort des autorités cantonales, mais dépendant de la législation fédérale, il convient d'interpeller l'Office fédéral des routes en charge de la circulation routière.

*Pour toute information complémentaire : M. Didier Leibzig, directeur de l'office cantonal des véhicules, DS,
☎ 022 388 30 04.*

Quatre cents logements en perspective aux Eaux-Vives



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) situé au lieu-dit « Les Allières » sur le territoire de la Ville de Genève, dans le secteur des Eaux-Vives. Le PLQ permettra la création de plus de 400 nouveaux logements, sur un site au bénéfice d'une excellente desserte en transports publics, qui sera renforcée avec l'implantation de la gare Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse (CEVA) des Eaux-Vives.

Le projet prévoit la construction de quatre immeubles, dont deux de cinq étages sur rez-de-chaussée et deux de dix étages sur rez supérieur. Les implantations prévues et les variations de gabarits permettront une intégration judicieuse des constructions dans un tissu urbain caractérisé par une grande hétérogénéité et une topographie accidentée. Elles autoriseront par ailleurs la conservation d'un patrimoine arboré de valeur, ainsi que le renforcement de parcours variés de mobilité douce, notamment en direction des futurs équipements publics et des commerces du quartier de la gare des Eaux-Vives.

La création de deux accès routiers – l'un depuis la route de Chêne, l'autre depuis l'avenue Rosemont – permettra une gestion adaptée des quelque 450 places de stationnement créées en sous-sol, ainsi qu'une répartition judicieuse des flux de trafic.

Ce projet a été préavisé favorablement par la Ville de Genève le 23 novembre 2011. La procédure d'opposition ouverte du 9 novembre au 10 décembre 2012 a suscité une opposition, qui est rejetée simultanément à l'adoption de ce PLQ.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève à l'adresse www.geneve.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation et le type de constructions qui pourront être autorisées dans cette zone, ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

CEVA : renforcement des contrôles des chantiers

Le Conseil d'Etat a décidé de financer le renforcement des prestations de contrôle des chantiers de la liaison Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse (CEVA), projet ferroviaire copiloté par la Confédération et l'Etat de Genève.

Ainsi, afin de garantir l'exemplarité de ce chantier d'une très grande ampleur et d'une complexité rare pour le canton de Genève, le gouvernement s'est engagé, aux côtés des partenaires sociaux, à financer deux inspecteurs du travail supplémentaires, en plus de ceux qui contrôlent déjà aujourd'hui les travaux de ce chantier.

Le financement accordé s'élève à un montant maximum de 200'000 francs par année, à compter de 2014 et jusqu'à la fin des travaux liés au CEVA.

Par ce soutien financier, le Conseil d'Etat entend s'assurer de la bonne application des conventions collectives de travail au niveau des chantiers du CEVA, notamment en termes de sous-traitance, de conditions de rémunération des ouvriers et de travail au noir.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Baptiste Ferey, secrétaire général adjoint, DIME,
☎ 022 327 96 25.*

Extension de l'Observatoire de Genève à Sauverny

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 17,554 millions de francs pour l'extension de l'Observatoire de Genève à Sauverny, ainsi qu'une subvention de 480'000 francs pour de l'équipement mobile.

L'Observatoire de Genève est installé depuis 1966 au lieu-dit Sauverny, sur la commune de Versoix. Son extension s'avère nécessaire pour accroître son développement technique et poursuivre son rôle moteur dans la recherche astronomique européenne. Il pourra ainsi préserver ses compétences dans le développement d'instruments de pointe.



Les nouvelles infrastructures sont destinées à abriter la construction des divers instruments qui équiperont les satellites et les grands télescopes et à accueillir les équipes dévolues aux nouveaux programmes de recherche.

L'extension de l'observatoire permettra ainsi de maintenir la réputation mondiale du département d'astronomie de l'Université de Genève et de continuer à permettre à cette dernière de participer aux nombreux projets et programmes de construction pour télescopes et satellites. Pour mémoire, les astronomes de l'Université de Genève ont déjà permis de mettre en évidence l'existence d'une nouvelle planète extrasolaire, de découvrir un système planétaire comprenant au moins cinq planètes, tout comme la première émission de rayons gamma très énergétiques provenant d'une étoile massive.

*Pour toute information complémentaire: M. Jean Bozonet, chef de projets, direction des constructions, DU,
☎ 022 546 62 19.*

Protection de la nature : mise à ban temporaire d'emplacements dignes d'intérêt



Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté interdisant de pénétrer dans des secteurs dignes d'intérêt au titre de la protection de la nature. Les mesures dites « de mise à ban » visent à protéger les habitats sensibles des espèces rares ou menacées de la faune et de la flore, notamment pour faciliter leur reproduction et leur épanouissement.



La mise à ban temporaire concerne, pour 2014, l'embouchure du Chambet dans la Seymaz à Choulex, les Prés de l'Oie et Rouelbeau à Meinier.

Ces dispositions ont été prises en accord avec les milieux associatifs concernés représentés au sein de la commission consultative de la diversité biologique.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 61.

Adoption du plan régional d'évacuation des eaux du secteur Aire-Drize

Le Conseil d'Etat a adopté le plan régional d'évacuation des eaux (PREE) du secteur Aire-Drize.

Après le [PREE du secteur Allondon-Champagne](#), celui du secteur Aire-Drize est le deuxième adopté sur un total de six. Les périmètres d'étude correspondent à de grands bassins versants hydrologiques et couvrent l'entier du territoire cantonal. Les PREE devant encore être adoptés sont ceux des secteurs Nant d'Avril, Seymaz, Lac rive droite et Lac rive gauche.

Le plan d'actions du PREE Aire-Drize fixe trente-six actions à réaliser à l'horizon des quinze à vingt prochaines années.

Les principales actions sont liées à la réalisation d'ouvrages centralisés de gestion des eaux pluviales, à la finalisation de la mise en séparatif des réseaux d'évacuation des eaux des communes, au traitement des eaux pluviales de chaussées, à l'équipement en eaux usées du secteur des Cherpines et à la restructuration du réseau primaire d'évacuation des eaux usées par la création d'une nouvelle galerie d'évacuation.

Le coût total des actions à mettre en œuvre est estimé à plus ou moins 110 millions de francs, dont environ 68 à la charge des communes et 38 à la charge des Services industriels de Genève (SIG).

Techniquement, le PREE est un outil cantonal de planification de l'assainissement qui traite de la gestion et de l'évacuation des eaux. Il étudie plus spécifiquement le cycle dit « urbain » de l'eau, c'est-à-dire la problématique des eaux usées et pluviales dans un environnement urbanisé. Cet outil vise à harmoniser les mesures au sein d'un bassin versant hydrologique et fixe un certain nombre d'actions à entreprendre, qui revêtent un caractère régional.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, service de la planification de l'eau, direction générale de l'eau, DIME, ☎ 022 546 74 26.

Mise en œuvre du nouveau système d'information du revenu déterminant unifié

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant la [loi sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales](#). Ce projet de loi viendra compléter la loi actuelle sur le revenu déterminant unifié (RDU) et ouvrira la voie à l'exploitation progressive, à partir du 1^{er} mai 2014, du nouveau système d'information du revenu déterminant unifié (SI RDU). Le RDU s'appliquera graduellement à toutes les prestations sociales sous condition de ressources versées par l'Etat de Genève.

La future loi s'inscrit dans le prolongement du crédit d'investissement de 6,639 millions de francs décidé par le Grand Conseil le 2 septembre 2010 pour le développement du nouveau SI RDU (loi 10527). Ce dernier pourra notamment générer un « RDU actualisé » pour l'année en cours, ce qui constitue une nouveauté pour Genève. C'est ainsi qu'aux subsides d'assurance-maladie et aux avances de pensions alimentaires qui utilisent aujourd'hui déjà le RDU viendront s'ajouter les allocations de logement, les subventions personnalisées versées aux locataires d'habitations mixtes, les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les bourses d'études, les prestations complémentaires familiales et l'aide sociale.

Les autres modifications portent en particulier sur les règles de calcul et d'actualisation du RDU, les dispositions relatives à la base de données du SI RDU ainsi que celles portant sur la restitution des prestations sociales indûment versées et les sanctions éventuelles qui s'y rapportent.

Les principes fondateurs du RDU demeurent inchangés, à savoir l'équité financière (1 franc est 1 franc, quelle que soit son origine), l'égalité de traitement entre les bénéficiaires de prestations sociales (ces dernières devant être demandées et accordées dans l'ordre établi par la hiérarchie des prestations), une méthode de calcul unique pour le calcul du droit à la prestation et des prestations sociales plus ciblées.

Ce projet de loi répond également à l'attente exprimée concernant une communication et une entraide administrative renforcées au sein de l'administration publique, notamment dans le domaine social. L'enjeu est d'en améliorer l'efficacité tout en facilitant la vie des citoyens-ne-s du canton.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Financement de la caisse de pension des Services industriels de Genève

Le Conseil d'Etat a autorisé les Services industriels de Genève (SIG) à contracter un emprunt de 500 millions de francs, échelonné entre 2013 et 2018, dans le but de recapitaliser la caisse de pension interne et de constituer une réserve de fluctuation.

Cette recapitalisation a été rendue nécessaire par l'adoption de nouvelles dispositions fédérales relatives à l'organisation et au financement des institutions de prévoyance professionnelle.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Baud-Lavigne, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 82.

Nouvelle plateforme d'échange de données pour le versement des subsides d'assurance-maladie aux assureurs

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'exécution de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RaLAMal). Cette modification, qui porte sur les règles de communication et d'échange de données entre le service de l'assurance-maladie et les assureurs-maladie, n'a aucune incidence pour les assurés genevois.

A partir du 1^{er} janvier 2014, les subsides d'assurance-maladie destinés aux assurés genevois seront annoncés et versés directement aux assureurs-maladie par le biais d'une plateforme d'échange de données commune à tous les cantons suisses. Le montant du subside continuera, comme c'est le cas actuellement, à être déduit du montant de la prime individuelle d'assurance-maladie facturée à l'assuré.

Cette procédure uniforme au plan suisse résulte d'une modification de l'article 65 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Les cantons ont disposé d'un délai au 1^{er} janvier 2014 pour concrétiser la nouvelle disposition du point de vue technique.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Aide financière au Centre d'art contemporain

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant de 40'000 francs au Centre d'art contemporain (CAC).

Cette subvention vise à financer la production d'œuvres qui seront présentées dans le cadre de la prochaine Biennale de l'image en mouvement, qui se tiendra du 18 septembre au 30 novembre 2014. Ces œuvres sont réalisées par les quinze artistes retenus par les commissaires chargés de la programmation de la Biennale.

La Biennale – à laquelle le canton accorde son soutien depuis de longues années – offre, grâce à sa nouvelle orientation, une importante plateforme d'aide à la création pour les artistes de niveau international. Elle s'adresse à un large public, tant local qu'étranger.

L'octroi de cette aide s'inscrit dans la politique culturelle de l'Etat qui, au sens de la [nouvelle loi cantonale sur la culture](#), a pour tâche d'encourager toute mesure favorisant l'accès à la culture.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Curling : soutien à Benoît Schwarz, sportif genevois qualifié pour les Jeux olympiques de Sochi 2014

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière exceptionnelle de 5000 francs à M. Benoît Schwarz, sportif genevois en passe d'être sélectionné pour faire partie de l'équipe suisse de curling aux Jeux olympiques 2014 à Sochi.

Benoît Schwarz s'ajoute aux onze sportives et sportifs genevois qui ont été identifiés à ce jour par Swiss Olympic, l'association faîtière du sport suisse, comme étant susceptibles de participer aux Jeux olympiques et paralympiques de Sochi 2014 et de Rio 2016.

Cette aide de l'Etat de Genève, en partenariat avec la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises, est destinée à soutenir les sportives et sportifs en préparation pour les Jeux olympiques et paralympiques de Sochi 2014 et Rio 2016 à titre de reconnaissance pour l'effort accompli et de soutien matériel aux frais consentis durant leur préparation.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.

Changements de conseillers et conseillères municipaux

Dans le courant du mois de novembre 2013, le service des votations et élections a effectué neuf changements d'élus municipaux :

Bardonnex : M. Guillaume Sauty, démissionnaire de la liste « MCG-Mouvement Citoyen Genevois », a été remplacé par M. **Philippe Heimo**.

Versoix : Mme Delphine Perrella-Gabus, démissionnaire de la liste « Les Démocrates-Chrétiens », a été remplacée par M. **Sébastien Kaech**.

Chêne-Bougeries : Mme Barbara Stryensky, démissionnaire de la liste « Les Libéraux-Radicaux », a été remplacée par M. **Lester Martinez**.

Ville de Genève : M. Mathias Buschbeck, Mme Frédérique Perler-Isaaz, Mme Sarah Klopmann, M. Yves de Matteis, démissionnaires de la liste « Les Verts », ont été remplacés respectivement par M. **Alfonso Gomez**, M. **Alpha Drame**, M. **Antoine Maulini** et Mme **Catherine Thobellem** ; enfin, M. Thomas Blasi, démissionnaire de la liste « UDC Ma commune Ma maison », a été remplacé par M. **Gilbert Schreyer**.

Par ailleurs, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, une élection complémentaire par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) a eu lieu dans la commune de Corsier. Suite à la démission de M. Peter Wintsch, Mme **Andréa Ehrestmann** a ainsi été élue sans scrutin sur la liste « Entente corsieroise ».

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Parkings-relais (P+R) : aboutissement d'un référendum cantonal

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre la loi ouvrant un crédit au titre de subvention d'investissement de 3'129'406 francs pour les années 2013 à 2015 pour participer au [financement de la construction, sur le territoire français, de cinq parcs-relais \(P+R\) d'intérêt transfrontalier](#).

La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 8401
- nombre de signatures contrôlées : 7764
- nombre de signatures exigées : 7232
- nombre de signatures validées : 7253

Le nombre de 7232 signatures, correspondant à 3% des titulaires des droits politiques tel qu'exigé par la [constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 \(Droits politiques, chapitre IV\)](#), pour faire aboutir le référendum, est atteint.

La votation populaire sur cet objet sera fixée ultérieurement. Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de six jours. Il court dès le lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Vernier : aboutissement d'une initiative communale

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative communale à Vernier intitulée « Contre le blocage de la circulation route de Vernier à l'entrée du village, pour la qualité de vie ».

La vérification des signatures déposées à l'appui de la demande de l'initiative communale a donné les résultats suivants:

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 3160
- nombre de signatures contrôlées : 2838
- nombre de signatures exigées : 2263
- nombre de signatures validées : 2276



Le nombre de 2263 signatures, correspondant à 10% des titulaires des droits politiques tel qu'exigé par la [constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 \(Droits politiques, chapitre V\)](#), pour l'aboutissement de l'initiative, est atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Validation des résultats du second tour de l'élection au Conseil d'Etat du 10 novembre 2013

Le Conseil d'Etat a validé les résultats du second tour de l'élection au Conseil d'Etat du 10 novembre dernier. L'arrêté sera publié dans la Feuille d'avis officielle du vendredi 29 novembre 2013.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi sur la rente-pont AVS (10912)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2014
Loi approuvant le rapport annuel de gestion, le compte de profits et pertes et le bilan des Services industriels de Genève pour l'année 2006 (10084)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi approuvant le rapport annuel de gestion, le compte de profits et pertes et le bilan des Services industriels de Genève pour l'année 2007 (10313)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi approuvant le rapport annuel de gestion, le compte de profits et pertes et le bilan des Services industriels de Genève pour l'année 2008 (10504)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi approuvant le rapport annuel de gestion, le compte de profits et pertes et le bilan des Services industriels de Genève pour l'année 2010 (10836)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi sur la caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison (LCPFP) (11146)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2014
Loi modifiant la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ) (11261) (<i>Conseil supérieur de la magistrature</i>)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi ouvrant un crédit d'investissement de 34 650 000 F pour l'acquisition du bâtiment en cours de construction sur la parcelle 1993 de la commune d'Onex (11170)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Veyrier (création d'une zone 5) au 25A, chemin Sur-Rang (11089)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

Loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Pregny-Chambésy (création d'une zone 4B à destination d'Etats étrangers en vue de la construction d'une unique résidence, d'une zone 4B protégée, de deux zones de développement 4B, d'une zone des bois et forêts et abrogation d'une zone de développement 4B protégée) au chemin de Valérie / route de Pregny, lieu-dit « Chambésy-Dessus » (11091)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune d'Aire-la-Ville (création d'une zone sportive et d'une zone agricole) (11106)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF) (10960)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2014
Loi modifiant la loi concernant la Fondation du Vieux-Carouge (11219)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LaLCR) (<i>Voies bus</i>) (11010)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi autorisant l'Etat de Genève à aliéner la parcelle PPE 807 pour 250/1000 ^{èmes} de la parcelle de base n° 340, plan 8, de la commune de Bassins (11139)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi modifiant la loi concernant le traitement et la retraite des magistrats du pouvoir judiciaire (LTRPJ) (10969)	Conseil d'Etat	Samedi 30 novembre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de la parution des arrêtés dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
3 décembre 9h00	Inauguration du bâtiment Onex-Jardins II	Aula du Centre de formation professionnelle de Ternier 18, ch. Gérard-de-Ternier 1213 Petit-Lancy	DIP DU	Teresa Skibinska ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99 Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
6 décembre 16h15	Vernissage de l'exposition « Proches aidants tous les jours »	Uni-Mail (Université de Genève) 102, bd Carl-Vogt	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 8814
31 décembre 8h00	Commémoration officielle de la Restauration	Promenade de la Treille	CHA	Aline Staerkle ☎ 022 327 95 30